SCHMUGGE, Ludwig, *Illegitimität im Spätmittelalter*

Joseph Morsel

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1099>

DOI : 10.4000/ifha.1099

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Joseph Morsel, « SCHMUGGE, Ludwig, *Illegitimität im Spätmittelalter* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 2003, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1099> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.1099>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

SCHMUGGE, Ludwig, *Illegitimität im Spätmittelalter*

Joseph Morsel

L'une des principales différences entre les normes matrimoniales de l'Occident médiéval et celles d'autres systèmes sociaux, en particulier le mariage juif ou musulman, est qu'elles ne connaissent que des prohibitions et pas d'obligations (comme le mariage avec la cousine croisée ou le mariage lévitique). Ces prohibitions ont en outre été définies par l'Église (alors que le mariage était une affaire purement civile à Rome), dans le cadre d'une codification canonique qui s'est mise progressivement en place à partir de la période mérovingienne, définissant ainsi des normes d'inceste de plus en plus étendues sur lesquelles s'est bâti le modèle du mariage chrétien. Ainsi, la seule chose qui compte dans les conciles lorsqu'ils traitent du mariage, c'est la lutte contre les unions incestueuses. C'est à la codification élaborée par les conciles mérovingiens des VI^e et VII^e s. (seules instances régulatrices possibles dans l'Église du temps, où l'autonomie épiscopale était absolue) que s'est intéressé P.M., historien du droit canonique médiéval. Durant les 115 années envisagées, 23 conciles ont été réunis, dont 14 se sont préoccupés de l'inceste (auquel ils ne consacrent cependant la plupart du temps qu'un seul canon) ; P.M. retient de cet ensemble 10 conciles (Orléans 511, Épaone 517, Clermont 535, Tours 567, Paris 577, Lyon 583, Mâcon 584, Auxerre 561/605, Paris 614, Clichy 626/7). Le concile de Tours constitue selon P.M. l'apogée de la préoccupation envers l'inceste et il se concentre fortement sur lui dans son ouvrage de 1994 (bien que le nombre des évêques présents et la diffusion de ses canons aient été modestes), après avoir examiné le cas de celui d'Orléans (538) en 1993. En effet, celui de Tours se caractérise par l'ampleur et le détail de son canon d'interdiction. D'une manière générale, les unions le plus souvent prohibées (mais de manière irrégulière, les conciles se focalisant souvent plus sur certaines que sur d'autres, sans doute en réponse à des problèmes conjoncturels à régler) sont celles entre cousins germains ou issus de germains, avec la veuve du père ou de l'oncle et surtout avec la belle-sœur (veuve du frère décédé ou la sœur de l'épouse décédée). Le canon, lui aussi important, du concile d'Orléans ajoutait à cela la belle-fille (fille d'un mariage précédent de l'épouse) et la nièce ou petite-nièce (on remarque aisément que toutes ces unions sont pensées par

rapport à l'homme). La recherche des antécédents bibliques ou juridiques de ces unions interdites constitue une des préoccupations majeures de P.M. En revanche, le sens de cette obsession épiscopale n'est pas clair : comme tous les historiens du droit, P.M. tend à considérer qu'il s'agit là d'une réaction à une situation, donc d'un reflet de la réalité – alors que l'intérêt est plutôt à trouver dans la volonté des évêques de réguler plus précisément le mariage, au lieu de considérer qu'elle va de soi, ou qu'il ne s'agit que de la poursuite de l'activité législative impériale, dont les évêques seraient les continuateurs. Qui plus est, on ne peut pas non plus proposer d'explication satisfaisante au fait que les conciles suivants ne se sont plus préoccupés de l'inceste : celui de 627 est donc le dernier de la Gaule mérovingienne à le faire – et il est parfaitement douteux qu'on puisse en déduire que désormais, les prohibitions étaient respectées. La focalisation des évêques sur le problème de l'inceste entre 511 (les conciles gaulois des IV^e et V^e s. n'en disent mot) et 627 reste donc à expliquer. Est-il d'ailleurs judicieux de la restreindre au problème de la régulation matrimoniale ?

À partir de la fin du Moyen Âge, c'est un autre problème de régulation matrimoniale qui semble occuper le devant de la scène : l'illégitimité (ou bâtardise), sans doute parce que les normes canoniques (d'ailleurs assouplies en 1215) sont suffisamment intégrées pour que le contrôle de leur respect ne soit plus une question prioritaire. Désormais, le mariage (articulé à la chasteté) est devenu une norme telle qu'il n'y a plus de place pour d'autres formes de sexualité, ce qui conduit à la marginalisation des prostituées et des bâtards – ou plus exactement à leur mise à disposition sociale : il dépend du bon vouloir de leur entourage ou milieu social d'être ou non intégré aux rapports sociaux auxquels ils prétendent, ce qui donne à ce milieu ou aux instances susceptibles de remédier à cette macule (L.S. a ainsi repéré près de 38 000 suppliques adressées à la papauté entre 1449 et 1533 pour l'obtention d'une dispense à cet égard) un net pouvoir sur eux. Le colloque sur l'illégitimité fait également apparaître comme point de référence discursif essentiel le thème de l'honneur : c'est lui qui permet de déclasser les bâtards, de les exclure de telle ou telle fonction, et c'est sans doute lui aussi qui permet de faire de la bâtardise une macule transmissible (être « enfant de bâtard »). On retrouve là une notion qui jouait un rôle clé dans l'étude menée par Claude Gauvard sur les lettres de rémission, ce qui montre bien qu'on a là affaire à une forme essentielle de « capital social » dans la société qui s'organise à partir du XIV^e s. (la notion de l'honneur jouant visiblement un rôle très différent antérieurement). L'illégitimité ne doit donc pas être réduite au rang des désordres moraux, comme elle le fut longtemps. Dans son introduction, L.S. fournit quelques résultats de son étude statistique des dispenses pontificales accordées à ce sujet (l'ensemble des résultats en a depuis été fourni par un livre de L.S., Kirche, Kinder, Karrieren. Päpstliche Dispense von der unehelichen Geburt im Spätmittelalter, München/ Zürich : Artemis & Winkler, 1995). L'illégitimité médiévale est ensuite examinée « de l'extérieur » (perspective sociologique, comptage démographique), avant d'en envisager le sens théorique médiéval du point de vue du droit canon, du droit civil, du droit anglo-saxon, des ordonnances de métiers et des statuts monastiques. Vient ensuite un ensemble d'études placées sous l'angle de la pratique et qui se focalisent principalement sur le problème des dispenses ecclésiastiques et de leur exploitation statistique, d'une part du point de vue de la pénitencerie et de la chancellerie pontificale, d'autre part du point de vue local (Allemagne et divers évêchés d'Empire, Péninsule ibérique, Irlande). Un ouvrage tout à fait intéressant.

Joseph MORSEL